



# Washington Wall Street Watch

N°2026- 22 - Le 4 Juin 2026

Une publication de l'Antenne de New York du SER de Washington

## SOMMAIRE

### Conjoncture

- Le Beige Book témoigne de l'impact du choc énergétique dans une économie relativement résiliente

### Politiques macroéconomiques

- Jerome Powell appelle à préserver l'indépendance de la Fed face aux pressions politiques
- Scott Bessent réaffirme que « la sécurité économique est la sécurité nationale »

### Services financiers

- Le Trésor en première ligne dans l'encadrement des modèles d'IA frontière
- La SEC propose l'abrogation formelle des règles de publication d'informations climatiques
- La CFTC ouvre la voie au trading de contrats perpétuels sur cryptoactifs aux États-Unis

### Situation des marchés

### Brèves

---

## CONJONCTURE

### Le Beige Book témoigne de l'impact du choc énergétique dans une économie relativement résiliente

Le Beige Book [publié](#) le 3 juin 2026 et qui décrit l'évolution économique dans les douze districts régionaux de la Fed, fait état d'une activité économique progressant à un rythme léger à modéré dans dix districts. Les deux autres districts sont en stagnation ou en léger déclin.

La consommation affiche des niveaux contrastés selon les districts, et de plus en

plus différenciés selon les niveaux de revenu. Les ménages à revenus intermédiaires et faibles font état d'une consommation respectivement plus réfléchie et davantage marquée par les difficultés financières. Les ventes d'automobiles neuves ont ralenti, du fait des contraintes de pouvoir d'achat et du coût du carburant, avec un report sur les véhicules d'occasion et hybrides. À l'inverse, l'activité manufacturière s'est améliorée pour la plupart des districts. Les services financiers se stabilisent mais signalent une augmentation des défauts de

paiement des prêts hypothécaires résidentiels, des crédits à la consommation et des prêts agricoles. L'incertitude élevée et les signes d'un affaiblissement des dépenses de consommation pèsent sur le moral des acteurs économiques.

Le marché du travail est considéré comme stable et sans nouvelle embauche par la majorité des districts (11), et en croissance modeste pour un district. L'industrie manufacturière crée de l'emploi grâce aux activités de défense et à la construction de *data centers*.

Les districts soulignent des salaires progressant modestement, au rythme de

l'inflation, et un contexte global de « *low hire, low fire* ».

L'inflation est décrite comme modérée à soutenue, et plus importante que dans le dernier Beige Book. La principale source des pressions inflationnistes vient des coûts liés à l'énergie, en raison du conflit au Moyen-Orient. Les coûts des intrants en hausse alimentent les inquiétudes des entreprises sur la compression de leurs marges. La capacité des entreprises à répercuter ces hausses de coûts varie selon la sensibilité au prix de leur clientèle.

---

## POLITIQUES MACROECONOMIQUES

### Jerome Powell appelle à préserver l'indépendance de la Fed face aux pressions politiques

Dans son premier [discours](#) public depuis la fin de son mandat de Président de la Fed, J. Powell a mis en garde contre les risques que ferait peser sur la crédibilité de l'institution une remise en cause de l'inamovibilité de ses dirigeants. Ce discours a été prononcé le 1er juin 2026 à l'occasion de la remise du Prix *Profile in Courage* de la JFK Library, [distinction](#) qui lui a été attribuée pour avoir « protégé l'une des institutions apolitiques les plus essentielles du pays ».

J. Powell a rappelé les garanties juridiques encadrant le fonctionnement de la Fed : les gouverneurs et les présidents des douze Fed régionales bénéficient de protections légales contre une révocation arbitraire, exercent des mandats indépendants du cycle électoral présidentiel, et les présidents des Fed régionales sont nommés sans intervention de l'administration. Il a appelé à la préservation de ces protections au nom de l'État de droit.

J. Powell a averti qu'une révocation des responsables de la Fed pour désaccord de

politique monétaire, entraînerait une perte de confiance du public et une perte de crédibilité de la Fed.

Ce discours intervient alors que la Cour suprême est appelée à se prononcer prochainement sur la légalité du maintien en poste de la gouverneure Lisa Cook, dont le président Trump a demandé la révocation

### Scott Bessent réaffirme que « la sécurité économique est la sécurité nationale »

Dans un [discours](#) prononcé le 30 mai 2026 à la Ronald Reagan Presidential Library, le secrétaire au Trésor Scott Bessent a soutenu que les États-Unis ont durablement confondu efficacité et résilience, mesure de la prospérité par la consommation plutôt que par la capacité productive, au point d'engendrer une dépendance structurelle vis-à-vis d'adversaires étrangers. Il a imputé cette vulnérabilité à une série d'erreurs bipartisans, notamment l'intégration de la Chine à l'OMC et un excès de confiance dans le système commercial multilatéral pour encadrer les politiques économiques non-marchandes. Il a posé comme principe

fondateur que la sécurité économique constitue un impératif de sécurité nationale. En conséquence, il considère les questions de politique commerciale, de capacités industrielles et de sécurité nationale comme inséparables.

S. Bessent a détaillé les mesures correctrices engagées par l'administration Trump (agenda *America First*) : mesures tarifaires fondées sur la sécurité nationale, reconstruction des capacités maritimes et

industrielles, sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques et en principes actifs pharmaceutiques. Il a précisé que cette doctrine ne signifie pas un repli protectionniste, mais un réengagement avec le monde sur des bases plus solides, distinguant « interdépendance saine » et « dépendance dangereuse », et appelant à réaligner les relations commerciales avec les intérêts de sécurité nationale américains.

---

## SERVICES FINANCIERS

### Le Trésor en première ligne dans l'encadrement des modèles d'IA frontière

D. Trump a [signé](#) le 2 juin un décret présidentiel (EO) sur l'IA et la cybersécurité, intitulé « *Promoting Advanced Artificial Intelligence Innovation and Security* ».

Cet EO vise d'abord à renforcer la cyberdéfense des systèmes d'information fédéraux – militaires et civiles, et à instaurer un centre interagence de coordination des vulnérabilités logicielles (*cybersecurity clearinghouse*) piloté par le Trésor en collaboration avec les agences chargées de la sécurité nationale et les entreprises de l'IA. Ce centre a pour mission de coordonner l'identification et la correction des vulnérabilités identifiées au sein des infrastructures critiques.

L'EO demande par ailleurs au Trésor, à la NSA et à l'agence de cybersécurité CISA de créer un mécanisme au travers duquel les développeurs d'un modèle d'IA de pointe (*Frontier model*) donneraient, sur une base volontaire, un accès privilégié à l'administration préalablement à son déploiement. La durée maximale d'échange avec les autorités publiques est fixée à 30 jours, contre une durée de 90 jours inscrite dans une version antérieure et officieuse de l'EO. Cette période serait

suivie d'une mise à disposition du modèle auprès d'un panel de partenaires de confiance choisis conjointement avec l'administration. L'EO précise que ce mécanisme ne doit pas être assimilé à un agrément ou contrôle préalable.

Alors que certains sénateurs, dont la sénatrice Warren, ont indiqué lors d'une audition de Scott Bessent le 3 juin qu'ils privilégiaient un mécanisme contraignant et une durée d'examen de 90 jours, ce dernier a défendu un dispositif qui atteindrait le bon équilibre entre innovation et sécurité.

Scott Bessent a par ailleurs [estimé](#) que les entreprises pourraient s'inspirer des standards de cybersécurité en cours de création par les banques, réunies par le Trésor en avril suite à l'annonce de la sortie du modèle Mythos.

### La SEC propose l'abrogation formelle des règles de publication d'informations climatiques

La Securities and Exchange Commission (SEC) a [proposé](#), le 29 mai 2026, l'abrogation formelle des règles de publication d'informations liées au changement climatique (*climate-related disclosure rules*) adoptées en mars 2024 sous l'administration précédente. La SEC

estime désormais que ces règles excèdent le périmètre de son autorité légale et sont incompatibles avec une approche de la communication d'informations fondée sur le critère de matérialité (*materiality-based disclosure*).

Ces règles, qui imposaient aux sociétés cotées de déclarer leurs émissions de gaz à effet de serre et leurs expositions aux risques climatiques, avaient été suspendues dès avril 2024 en raison de recours judiciaires. La Commission avait cessé de les défendre devant les tribunaux en mai 2025. En septembre 2025, une cour d'appel avait accepté de suspendre les procédures afin de permettre à la SEC de procéder à une révision et de formuler des propositions de modification. La proposition d'abrogation, soumise à une période de commentaires publics de soixante jours, marque l'aboutissement de ce processus de retrait progressif.

## La CFTC ouvre la voie au trading de contrats perpétuels sur cryptoactifs aux États-Unis

La Commodity Futures Trading Commission (CFTC), régulateur américain des marchés dérivés, a [publié](#) le

29 mai 2026 un avis juridique (*policy statement*) précisant les conditions dans lesquelles des plateformes enregistrées aux États-Unis peuvent proposer des contrats perpétuels sur cryptoactifs (*crypto perpetual futures*) à leurs clients américains. Ces contrats permettent de spéculer sur l'évolution du prix d'un actif numérique sans en détenir l'actif sous-jacent et sans date d'échéance fixe — contrairement aux contrats à terme classiques. Jusqu'à présent, ils étaient quasi-exclusivement négociés sur des plateformes étrangères (*offshore*), hors de portée du droit américain.

Ces contrats concentrent aujourd'hui près de 80 % du volume mondial de trading de cryptoactifs selon la plateforme d'échange Coinbase. Leur levier élevé et l'absence d'échéance en font des instruments particulièrement sensibles aux chocs de marché, comme l'ont illustré plusieurs épisodes de liquidations massives, le dernier datant d'octobre 2025.

La CFTC précise qu'elle examinera chaque contrat perpétuel au cas par cas avant d'autoriser sa commercialisation sur le territoire américain.

---

## SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 reste stable à 7584 points (+0,06 %), et le Nasdaq baisse de -0,53 % à 26 831 points. La semaine s'achève sur une rotation sectorielle au détriment des valeurs de l'intelligence artificielle, notamment les semi-conducteurs, en raison des perspectives de ventes jugées décevante de Broadcom lors de la publication de ses résultats. La fluctuation du contexte géopolitique est restée en toile de fond, ne

manquant pas d'irriter les marchés avec la reprise des hostilités en milieu de semaine.

Les rendements des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) augmentent légèrement sur la semaine, avec une hausse de +3 points de base à 4,03 % pour les bons à 2 ans, et +4 points de base pour les bons à 10 ans à 4,48 %, essentiellement en réaction à l'évolution du contexte géopolitique et ses retombées inflationnistes.

---

## BREVES

- Selon [l'indice manufacturier](#) de l'Institute for Supply Management (ISM), l'activité manufacturière aux Etats-Unis a progressé en mai à son rythme le plus soutenu depuis quatre ans. L'indice s'établit à 54 % (+1,3 point par rapport à avril), soit un niveau supérieur à 50 % signifiant que l'activité est en territoire d'expansion. L'activité est soutenue par l'investissement dans l'intelligence artificielle, des dispositions fiscales plus favorables et une baisse de l'incertitude liée aux droits de douane.
- Le 2 juin 2026, le procureur général par intérim Todd Blanche a [annoncé](#) l'abandon du projet de fonds « Anti-Weaponization » de 1,8 Md\$, après une forte opposition bipartisane au Sénat qui a retardé l'examen de la loi de réconciliation budgétaire destinée à financer les agences chargées du contrôle de l'immigration (ICE et CBP). Ce fonds devait indemniser des personnes s'estimant victimes d'enquêtes ou de poursuites politiquement motivées. Le dispositif était issu d'un accord conclu dans le cadre du recours judiciaire de Donald Trump contre l'IRS concernant la divulgation de ses déclarations fiscales.
- Le 2 juin 2026, la Fed, l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC) et la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) ont [annoncé](#) conjointement le retrait de références au risque réputationnel (*reputational risk*) de certains documents d'orientation inter-agences (*interagency guidance*). Chaque agence avait déjà progressivement supprimé la référence à ce risque dans ses propres réglementations.
- Le 27 mai 2026, la société Paxos a [obtenu](#) de la Securities and Exchange Commission (SEC) l'autorisation d'opérer en tant qu'agence de compensation (*clearing agency*) adossée à la technologie blockchain. Elle devient selon elle le premier établissement natif de cette technologie à être agréé pour fournir des services de dépositaire central de titres aux États-Unis.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationale](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationale)

**Responsable de la publication** : Antenne de New-York du Service économique régional de Washington

**Rédaction** : Cédric Garcin, Guillaume Bove, Paul Cassavia, Mohamed El Guindi, Galina Natchev, Lou Dhiver.

**Abonnez-vous** : [afws@dgtresor.gouv.fr](mailto:afws@dgtresor.gouv.fr)